

Country^{side}

European Landowners' Organization

MAR.-AVR. 2015 - BIMENSUEL - FR

N° 156



Le 8^{ème} « Forum for the Future of Agriculture » (FFA)

Amina Mohammed

*Conseillère spéciale auprès de l'ONU
pour la planification du développement
post 2015*



Editorial

Thierry de l'Escaille, Secrétaire général

Tables des matières

- 3 FFA2015 Objectifs de développement durable de l'ONU: nouvel élan pour l'agriculture européenne.

- 3 Renouer la sécurité alimentaire et environnementale

- 4 La première génération capable de mettre un terme à la pauvreté dans le monde, mais la dernière à avoir un impact sur le changement climatique

- 5 Les objectifs de développement durable : défis globaux du monde agricole

- 6 Planter les graines de la paix

- 7 Comment financer la durabilité

- 8 Trois clefs pour aborder l'agriculture du 21^{ème} siècle

- 9 Des carottes, des bâtons et des coups de pouce

- 10 Il n'y a pas assez d'attention portée aux opportunités des partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement

- 12 Se préparer à un avenir mondial et durable

- 13 Terres agricoles, aujourd'hui

- 13 Quatre Labels Wildlife Estates remis en Belgique!

- 14 La ferme "West Woodhay" gagne à l'unanimité le prix 2015 pour la bonne gestion du sol

- 16 Agenda

Les zones rurales européennes et mondiales se tiennent au bord de profonds changements. Produire de la nourriture pour une population de 10 milliards de gens tout en protégeant les écosystèmes de la planète est un énorme défi. Nous ne pouvons plus utiliser les mêmes solutions que comme dans le passé. Plus d'intrants, plus d'eau, plus de tout n'est pas une voie durable; nous allons devoir être plus avisés, innover plus, et éliminer nos déchets autant que nous le pouvons.

Nos moyens de production doivent devenir circulaires. Les ressources mondiales ne peuvent pas soutenir les systèmes de production linéaire où nous prenons les intrants, où nous produisons et où un trop grand nombre de produits finissent sur un tas d'ordures. Le recyclage, la réduction des intrants et l'amélioration de nos opérations sont des prérequis pour un avenir durable. Ceci n'est pas seulement un défi pour nos membres, mais aussi pour l'économie mondiale.

Les consommateurs, eux aussi, doivent apporter leur contribution. Non seulement en payant un prix équitable qui soutiendra les fermes et les agriculteurs, mais en examinant leur propre style de vie. Les 100 millions de tonnes de nourriture que nous gaspillons tous les ans est immoral. Ceci détruit non seulement le dur travail des gestionnaires terriens, mais également tous les précieux intrants.

Collectivement, nous devons changer la façon dont nous traitons le sol et la planète. La terre que nous avons sous nos pieds est le plus important actif de tout propriétaire terrien, et pour cela nous avons instauré le prix du « Land & Soil Management » (fr. gestion du sol) afin de promouvoir les meilleures pratiques, non seulement à nos membres mais à tout le monde.

Tout au long du « Forum for the Future of Agriculture » nous avons non seulement vu les défis mais également les solutions. Ensemble, si nous le souhaitons, nous pouvons véritablement trouver un équilibre entre la sécurité alimentaire et environnementale.



© Ana Canomanuel

FFA2015 Objectifs de développement durable de l'ONU: nouvel élan pour l'agriculture européenne.



Le Forum annuel est une initiative de l'Organisation européenne de la propriété rurale - ELO et de Syngenta. Il réunit un large éventail d'acteurs catalysant les réflexions sur la manière dont l'agriculture européenne doit répondre aux défis majeurs qu'elle affronte pour assurer la sécurité alimentaire et environnementale.

Le Forum a été créé en 2008 en réponse à l'opinion que de nombreuses politiques européennes exerçant une influence sur l'agriculture se focalisaient sur la résolution des problèmes d'hier, tels que la surproduction, et ne s'attaquaient pas aux nouveaux défis et opportunités du marché. Ces défis impliquent l'alimentation d'une population mondiale croissante, la demande pour une alimentation de meilleure qualité, les besoins accrus en sources d'énergies renouvelables et les conditions climatiques en changement. Les terres arables étant limitées, il est impératif de maximiser durablement la production de celles qui sont déjà cultivées.

Le programme de cette année focalisait sur les Objectifs de développement durable de l'ONU : nouvel élan pour l'agriculture européenne. Les sommités représentant les plus importantes institutions internationales, telles que la Commission européenne, la Conseil européen, le Parlement européen, la chaîne agro-alimentaire, les ONGs, et tous les secteurs du business ont partagé leur point de vue devant un auditorium comble.

Les discussions entreprises pendant cet événement seront poursuivies pendant les conférences satellites qui se tiendront en automne à l'EXPO Milan et en Irlande.

L'équipe FFA

Pour plus d'informations et pour visionner les vidéos des sessions, veuillez-vous rendre sur le site www.forumforagriculture.com

Le FFA est une initiative de :



FFA2015 Discours d'ouverture

Renouer la sécurité alimentaire et environnementale

« Après des débuts modestes, le FFA est devenu l'un des principaux lieux de rencontre de l'UE pour l'agriculture et l'environnement » a réitéré le Président sortant et ancien Commissaire en charge de l'agriculture Franz Fischler. La mission du Forum organisé le 31 mars à Bruxelles est restée la même: pouvoir répondre à la fois au défi de la sécurité alimentaire et de la protection de l'environnement pour une population mondiale croissante. Selon M. Fischler, trois principes clés ont mené à la création du Forum : l'innovation doit être la clé pour l'avenir de l'agriculture; il ce doit d'être durable, et l'Europe doit parvenir à la prospérité tant dans les zones rurales qu'urbaines.

Au fil des ans, le FFA est resté fidèle à ces idées et est passé de 200 à 1500 participants cette année. Tout comme le nombre de participants a augmenté, les sujets de discussions se sont également élargis à des thématiques dépassant les frontières européennes, afin d'avoir une vue globale. C'est la raison pour laquelle la 8^{ème} édition du Forum a mis au centre des discussions les Objectifs de Développement Durable (ODD) des Nations



Unies. Avec l'objectif ambitieux d'éliminer la pauvreté mondiale d'ici 2030, les conférenciers et les participants étaient cette année confrontés au défi de répondre à la question sur la façon dont l'agriculture et l'environnement pourraient durablement y contribuer.

« Après avoir présidé pendant sept ans, j'ai l'honneur d'ouvrir pour la dernière fois le FFA cette année », a déclaré M. Fischler au moment de remettre la présidence à Janez Potočnik, ancien Commissaire européen en charge de l'environnement. Son remplaçant, a déclara-

ré M. Fischler, sera la bonne personne, « sûre et inspirante » pour diriger l'avenir. Prenant les rênes, M. Potočnik a expliqué qu'en tant que fils d'agriculteur et ancien Commissaire en charge de l'environnement, il avait toujours vu le FFA comme « un lieu où les gens peuvent échanger des vues, écouter et - même quand ils sont en désaccord - ont la possibilité de se réunir. Je continue à le croire, raison pour laquelle je suis présent ici aujourd'hui ».

La réforme de la PAC, a indiqué le nouveau Président, a créé une « polarisa-

tion » entre agriculteurs et groupes environnementaux à un moment culminant où la réconciliation entre les deux est urgemment nécessaire. Pour atteindre les ODD, a-t-il déclaré, le monde a besoin de faire des « *changements nécessaires et inévitables dans la façon dont nous produisons et consommons* », et ce défi ne peut être relevé qu'à l'échelle européenne, mais a besoin d'un effort mondial.

En outre, les conséquences de la crise économique, encore visible sur l'ensemble du continent, avaient de nouveau mis l'accent sur les dépenses européennes. « *La vie après cette crise ne sera pas la même pour tout le monde, y compris pour les agriculteurs* », a averti M. Potočnik. Cela a pour conséquence que toute utilisation d'argent public, impliquant également la PAC, devra fournir « *une preuve claire de répondre aux besoins et préoccupations du public* ».

Finalement, l'ancien Commissaire a exhorté les agriculteurs et les écologistes à se réunir parce qu'ils ont « *besoin les uns des autres ayant même, dans une large mesure, les mêmes intérêts* ». En accord avec les idées du Forum, l'espace rural doit pouvoir fournir la sécurité alimentaire et environnementale au niveau mondial. Le nouveau Président n'a laissé aucun doute sur la nécessité d'avoir une production de nourriture « *organisée d'une manière saine et en harmonie avec la nature* ».

Pour conclure son intervention, M. Potočnik a exhorté l'audience et les intervenants à se rappeler que « *vous récoltez ce que vous semez* ». Le programme d'aujourd'hui, a dit le Président, fournira des sujets de réflexion et d'action et les futurs speakers viendront avec de nouvelles idées nées de ce qui été semé.



© FFA2015

Janez Potočnik

DISCOURS INTRODUCTIF Les ODD- transformer l'agriculture et les systèmes alimentaires pour éliminer la pauvreté

« La première génération capable de mettre un terme à la pauvreté dans le monde, mais la dernière à avoir un impact sur le change- ment climatique »

Le deuxième discours d'ouverture a été prononcé par Amina Mohammed, conseillère spéciale auprès de l'ONU pour la planification du développement post 2015, et une des architectes des Objectifs de développement durable (ODD) qui vont remplacer cette année les Objectifs du Millénaire pour le Développement. Avec des attentes ambitieuses de 17 objectifs et 169 cibles, ces ODD forment un véritable défi qui commence par la prise de conscience que « *tous les pays ont des problèmes et des responsabilités communs* ».

Le premier objectif des ODD sera l'élimination de la pauvreté et l'engagement du monde sur la voie du développement durable à travers ces dimensions sociales, économiques et environnementales. Les deux principales différences par rapport aux précédents Objectifs du millénaire seront le besoin pour tous les membres des Nations Unies de « *se (les) approprier* » afin de susciter des changements qui affecteront le quotidien de leurs citoyens; ainsi que d'aller au-delà des objectifs « *cloisonnés* » afin que la nature interconnectée des changements mondiaux soit pleinement réalisé.

Mme Mohammed n'a laissé aucun doute à propos de l'échelle mondiale des ODD: « *personne ne sera laissé sans tâches à accomplir dans la promotion d'une agriculture durable* ». Cependant l'aspect de la production n'est pas le seul à devoir être amélioré, en effet un travail similaire devra être accompli pour promouvoir des habitudes de consommations durables. Surtout, les nouveaux objectifs appellent à « *une préservation et une gestion durable des écosystèmes marins et terrestres* ». Même si les objectifs nationaux peuvent différer, l'ampleur des défis à accomplir a clairement été perçue dans son discours : « *Nous sommes la première génération capable*

de mettre un terme à la pauvreté dans le monde, mais la dernière à avoir un impact sur le changement climatique ».

Le second objectif des ODD appelle à « *mettre un terme à la faim dans le monde, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir l'agriculture durable* » ; ce qui permettrait d'assurer à toute la population un approvisionnement sûr et durable en denrées alimentaires. Mme Mohammed a identifié trois principaux objectifs pour l'agriculture mondiale: augmenter la productivité et les revenus des petits fermiers et des exploitations familiales; accroître les systèmes alimentaires durables et la résilience de la production agricole; et préserver la diversité génétique des cultures et des régimes alimentaires. Ce focalisant spécifiquement sur le rôle que peut jouer l'Europe dans l'accomplissement de ces objectifs, la conseillère spéciale de l'ONU a affirmé que « *l'Union Européenne a le défi et l'opportunité de construire aujourd'hui une approche pangouvernementale et pour l'ensemble de la société afin de réaliser le développement durable* ».

Ce rapportant aux défis globaux du système alimentaire, il est urgent que les ODD « *accroissent leurs investissements dans les zones rurales du monde entier* », où les écosystèmes sont sous pression et où les bas revenus des exploitations font craindre une pénurie d'agriculteurs parmi les générations à venir. Pour améliorer leurs revenus il faudrait que le commerce mondial agricole se rétablisse. L'un des moyens pour atteindre cet objectif serait de « *supprimer les subsides agricoles à l'export* ».

Lors de la discussion avec le public, la conseillère de l'ONU a reconnu que l'enseignement des sciences dans beaucoup de pays en voie de développement laisse encore à désirer et que dans ces conditions le « *compromis entre les aides au développement immédiat et un développement à long terme* » n'a pas encore été résolu. Elle a aussi mis en garde contre une trop grande focalisation sur les points de mesure, les ODD n'étant pas une prescription ou juridiquement contraignant, mais étant un accord politique. Avec le soutien du Secrétaire général de l'ONU, qui a identifié la dignité, la population, la prospérité partagée, la planète, la justice et le partenariat comme les six éléments essentiels des ODD, Amina Mohammed a associé avec force les objectifs mondiaux et européens pour les décennies à venir.

SESSION 1

Repenser la sécurité alimentaire et
l'agriculture durable :
d'une approche européenne
à une approche mondiale

Les objectifs de développement du- rable : défis globaux du monde agricole

Le Commissaire européen à l'agriculture Phil Hogan, a souligné l'engagement de l'UE à jouer un rôle majeur dans la réponse à la demande alimentaire mondiale ainsi que dans l'assurance de la sécurité alimentaire. L'UE assure ce rôle en renforçant la compétitivité du secteur agro-alimentaire par des politiques cohérentes et n'entraînant pas de distorsion dans les échanges de commerce, ainsi qu'en encourageant l'innovation.

Le Commissaire Hogan a insisté sur l'important changement qu'a connu la PAC depuis 25 ans, brisant le lien entre subside et production. Il expliqua comment « nous sommes passé d'un système de support des prix dans un marché lourdement protégé à un secteur agricole orienté vers le marché ». La durabilité, l'accent mis sur une production alimentaire viable, une gestion prudente des ressources naturelles et le développement territorial équilibré sont les caractéristiques centrales de la réforme de la PAC.

D'un point de vue plus global, l'UE veille à ce que ses politiques agricoles soient compatibles avec les priorités de développement, en effet, les subventions à l'exportation ne sont dorénavant quasiment plus attribuées. Sa politique commerciale est de nos jours beaucoup plus ouverte puisque l'Europe est à présent l'un des plus grands importateurs et exportateurs mondiaux de ressources alimentaires.

L'UE accueille favorablement les Objectifs de Développement Durable, le Commissaire a toutefois insisté sur le besoin de buts clairs, ambitieux et réalistes pour que ces objectifs soient crédibles. Afin d'atteindre l'objectif 2 visant à « éradiquer la faim, assurer la sécurité alimentaire et l'amélioration de la nutrition et promouvoir l'agriculture durable », un large éventail d'actions environnementales, financières et autres devront être mise en place au niveau national.

Ren Wang, Directeur général adjoint de la FAO, a quant à lui, exposé les grands



défis auxquels font face les producteurs et les gouvernements à travers le monde. Malgré des accomplissements notables des Objectifs du Millénaire pour le développement, quelques 805 millions de personnes restent sous-alimentées et 2 milliards souffrent de malnutrition. En 2050, la demande alimentaire mondiale devrait croître de 60% alors que la population mondiale devrait s'élever à environ 9,6 milliards ce qui aura pour conséquence d'exercer encore plus de pression sur les ressources naturelles, les écosystèmes et la biodiversité.

L'urbanisation croissante (qui fera l'objet d'une grande conférence des Nations Unies en 2016), les catastrophes naturelles, les fluctuations des prix et la volatilité des ressources compromettent tous la sécurité alimentaire. Le changement climatique « va probablement être le plus grand défi », en particulier pour les populations agricoles vulnérables des pays en voie de développement qui sont les plus dépendantes des conditions climatiques. Ren Wang exposa aussi la possibilité que l'agro-écologie en tant que nouvelle discipline puisse apporter des réponses aux besoins individuels de ces pays.

M. Wang acheva son intervention sur une note optimiste. Il a insisté sur le fait que « l'on pouvait de manière durable mettre fin à la faim, l'insécurité alimentaire et la malnutrition ». Il faudra pour cela une série de politiques et d'effort. Il avertit néanmoins que tous ceux « impliqués dans la production alimentaire et la commercialisation devront adopter de nouvelles approches si nous voulons réussir à nourrir le monde à l'avenir ».

La pauvreté est la raison sous-jacente

Les différents panelistes apportèrent des points de vue géographiques variés au débat. Ricardo Sanchez Lopez, Président du Conseil de conservation en Amérique latine, expliqua qu'il était possible de « mettre en place un cercle vertueux et non violent » de ce qu'il appela « une productivité accrue, une préservation accrue (sic) et une rentabilité accrue ».

En Amérique latine, son ONG promeut les principes d'intensification durable et travaille avec les producteurs, les abattoirs et les supermarchés pour augmenter la production de viande bovine. « Nous pouvons augmenter la productivité sans dépasser les frontières naturelles », a-t-il expliqué. Ce principe s'applique à la viande ainsi qu'à la production de biocarburants. A la question de savoir si accroître la production était une approche sensée pour répondre au défi alimentaire mondial, étant donné que beaucoup croient que le monde produit déjà suffisamment pour nourrir la population, M. Sanchez Lopez répondit que la demande en protéines animales continuerait de croître.

Raed Safadi, Directeur adjoint à l'OCDE, a déclaré à l'auditoire que les Objectifs du Millénaire pour le Développement de réduire de moitié la faim ne seraient pas atteints- la cause n'étant pas la hausse des prix alimentaires mais la stagnation des revenus. « La pauvreté est la raison sous-jacente pour laquelle nous ne respectons pas les OMD », a-t-il expliqué. Il proposa trois solutions: augmenter les revenus des pauvres, promouvoir une agriculture plus durable et assurer un système commercial mondial fondé sur des marchés ouverts.

Arun Gandhi

DISCOURS D'OUVERTURE La Terre Mère et la non-violence Gandhienne

Planter les graines de la paix

Arun Gandhi, orateur, auteur, acteur du changement, a reconnu avoir été surpris d'être invité à prendre la parole au Forum. Il s'est en effet interrogé sur l'intérêt que peuvent avoir les représentants du secteur agricole pour la philosophie de la non-violence. Rapidement, le petit-fils de Mahatma Gandhi s'est aperçu qu'il existe un lien unissant les deux.

« Je me qualifie comme fermier de la paix et donc, en tant que fermier, je fais partie de ce groupe d'agriculteurs. La seule différence est que je sème des graines de paix et que j'espère que ces graines vont germer afin de produire une récolte de bonnes personnes ».

La culture de la violence, qui selon son grand-père a pris le dessus sur chaque aspect de la vie humaine, doit être remplacée par une culture de non-violence afin de garantir la paix dans le monde. La violence peut prendre deux formes : physique, qui est facilement identifiable, et passive. « La violence passive est quelque chose que nous ne comprenons pas parce que nous ne la considérons pas comme étant de la violence. Elle est à ce point intégrée dans notre nature. Il s'agit de choses comme la surconsommation et le gaspillage des ressources, la destruction d'objets, la discrimination à l'en-

contre des personnes et des centaines d'autres choses que nous faisons chaque jour inconsciemment ».

La violence passive irréfléchie provoque la colère chez les victimes qui ont alors recours à la violence physique pour essayer de rétablir la justice. « Logiquement, si nous voulons en finir avec la violence physique, nous devons d'abord mettre un terme à ce qui la suscite. Puisque chacun d'entre nous participe à la violence passive, nous devons devenir le changement que nous voulons voir dans le monde », a-t-il dit. « Les entreprises et les acteurs économiques devraient dépasser la vision de leur mission comme étant celle de faire du profit mais devraient envisager comment ils peuvent générer la paix et la transformation ».

Arun Gandhi a rappelé à la salle que plus de la moitié de la population mondiale vit encore dans une extrême pauvreté. « Nous devrions avoir honte qu'au 21^e siècle, il y ait encore tellement de gens qui meurent de faim et qu'en parallèle nous envisageons d'augmenter la production alimentaire. Cela vaut la peine de produire davantage de nourriture mais nous ne pouvons pas continuer à produire de la nourriture que seuls les riches peuvent acheter », a-t-il insisté.

M. Gandhi a ajouté que l'accès à une alimentation saine, à l'eau, à l'air et à un logement décent sont quatre droits de l'homme que son grand-père caractérisait de fondamentaux. « Nous ne devrions pas refuser ces droits aux êtres humains qui n'ont pas les moyens économiques d'accéder à ces ressources simple-

ment parce que nous les produisons que pour ceux qui peuvent s'en procurer ».

Il a exhorté les personnes présentes à mettre en œuvre des actions constructives, dépassant la charité, afin d'aider les gens à se respecter et avoir confiance en eux-mêmes. Il s'est rappelé que son grand-père avait l'habitude de dire aux gens que quand ils ont l'impression que les choses deviennent insupportables, ils doivent penser au visage de la personne la plus pauvre qu'ils ont vu dans leur vie et se demander si leur actes permettent d'améliorer la vie de cette personne.

« Ceci est essentiel pour nous, même si nous ne voyons pas le visage de la pauvreté dans nos vies quotidiennes parce ce que tellement parmi nous vivent dans des pays où il n'y a pas énormément de pauvreté. Cependant, nous voyons des photos de personnes vivant dans la pauvreté aux quatre coins du monde. Nous devons garder ces personnes dans notre esprit car chaque programme, chaque activité économique, chaque action de notre vie que nous mettons en œuvre ne peut pas aboutir positivement si nous délaissions la moitié de la population mondiale. »

M. Gandhi a poussé les participants à réfléchir sur la manière dont la production alimentaire peut être partagée à l'échelle mondiale, en permettant à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter de la nourriture de manger un repas convenable. « C'est seulement de cette sorte que nous serons éventuellement en mesure de garantir la paix dans le monde », a-t-il conclu.

SESSION 2

Comment réconcilier les services écosystémiques avec la gestion des risques environnementaux en agriculture ?

Comment financer la durabilité

Le 15^{ème} Objectif de Développement Durable, établi par l'Organisation des Nations Unies est de « *protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes territoriaux, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, stopper et inverser la dégradation des terres et mettre un terme à la perte de biodiversité* ». Pour examiner la réponse de l'Europe à ce défi, le second panel a réuni agriculteurs, acteurs de l'industrie, écologistes et décideurs politiques afin que chacun expose sa réponse qu'elle soit pratique ou politique.

Pour le Commissaire Vella une partie de la réponse se situe dans le fait que « *l'environnement n'est pas une partie intégrante de votre business mais bien l'entièreté de votre business* ». Selon lui, de nombreuses parties du secteur agricole européen produisent encore de manière non-durable. Le Commissaire a exhorté les agriculteurs et les propriétaires fonciers à concilier leurs activités avec de meilleures pratiques environnementales. Tim Breitmeyer, Vice-président du *Country Land and Business Association* (CLA), a contesté ces accusations, affirmant que « *les agriculteurs ne sont pas les bandits de la biodi-*

versité, c'est une représentation que l'on fait d'eux », il a alors présenté un grand nombre d'initiatives qu'il met en place sur sa ferme pour promouvoir la biodiversité et prévenir la pollution.

Tous les orateurs s'accordèrent sur le fait que les écosystèmes sont indispensables pour la continuité de l'exploitation agricole, et que les changements climatiques posent un des principaux défis pour le secteur. Mella Frewen, Directrice générale de FoodDrinkEurope, a exprimé son inquiétude sur la diminution de récoltes céréalières en Russie et dans la péninsule ibérique en raison de l'évolution des conditions météorologiques. L'agriculture, selon Mikael Karlsson, Président du Bureau Européen de l'Environnement, contribue encore trop au changement climatique dû à sa dépendance aux combustibles fossiles ainsi qu'à cause des émissions importantes provenant du secteur de l'élevage.

La question de savoir comment payer pour la durabilité a également été examinée par l'ensemble des orateurs, au nom de la CLA. M. Breitmeyer a déclaré que « *seules les exploitations rentables pourront relever les défis environnementaux* » puisque les ressources financières nécessaires à la préservation de la biodiversité et à l'adaptation au changement climatique ne pourront venir que de fermes ayant un flux de revenu suffisamment important. En cela, il a été soutenu par Mike Muller de la Commission de Planification Nationale de l'Afrique du Sud, qui a fait valoir que les moyens de subsistance et la durabilité environnementale devaient être exa-

minés ensemble. L'Union Européenne elle-même, selon le Commissaire Vella, investi massivement dans le développement durable, avec « *plus d'argent pour l'environnement dans la PAC que partout ailleurs* ».

L'Europe est-elle sur la bonne voie ?

En évoquant la dépendance de l'ensemble de la chaîne alimentaire à des écosystèmes efficaces, Mme Frewen affirma au nom du secteur agro-alimentaire que « *la durabilité fait partie de notre ADN* ». Pendant le panel, elle exposa aussi une liste d'initiatives engagées par le secteur afin d'améliorer leur empreinte environnementale. Cependant, Messieurs Breitmeyer et Muller soulevèrent la question de savoir si les fermiers recevaient une part équitable des profits du secteur, étant donné que selon M. Muller « *la pauvreté des fermiers est bien souvent induite par leur place dans la filière alimentaire* ».

Quant à savoir si l'Europe est sur la bonne voie en terme de durabilité, les orateurs n'en étaient pas convaincus, ainsi selon M. Karlsson « *ni les politiques environnementales ou agricoles [européennes] ne sont actuellement adéquates* ». Le Commissaire Vella reconnut aussi que plus devait être fait en matière de soins préventifs pour garantir des eaux saines et des écosystèmes efficaces. Il a ainsi exhorté l'auditoire à « *ramener chez eux un élément : l'avenir de l'agriculture dépend du type de production. Le choix doit être fait entre une agriculture durable ou non* ».



Karmenu Vella

Jeremy Rifkin

DISCOURS INTRODUCTIF

L'agriculture et sa place dans la Troisième révolution industrielle

Trois clefs pour aborder l'agriculture du 21^{ème} siècle

Jeremy Rifkin, Président fondateur de la *Foundation on Economic Trends* a débuté son intervention au FFA en affirmant que le monde était sur le point d'entrer dans un nouveau paradigme économique avec trois nouveaux ensembles de technologies convergentes. Ces trois technologies sont les technologies de communication, les sources d'énergie et les modes de transport. Elles ont agi comme dénominateurs communs lors des deux précédentes révolutions industrielles. Selon M. Rifkin la troisième révolution industrielle se produit déjà en Allemagne.

« La nouvelle technologie de communication qu'est internet tend à diversifier ses services puisqu'elle permet l'émergence d'un nouveau mode de distribution numérisé d'énergie renouvelable ainsi que d'un GPS à guidage automatique ne nécessitant bientôt plus de conducteur et enfin un internet logistique permettant de créer trois super internet à partir d'une source qui chapeauterait l'ensemble de cette plateforme appelée l'internet des choses » a-t-il expliqué.

Selon M. Rifkin, potentiellement trois milliards de personnes pourraient être impliquées dans « l'internet des choses », ce qui augmenterait l'efficacité et réduirait les coûts du système. Des capteurs

sont maintenant présents à travers toute la chaîne agricole, surveillant le système et envoyant des données à l'utilisateur final. Cependant M. Rifkin a affirmé que ce progrès est bloqué en raison de « l'éléphant dans la pièce » dont personne ne veut parler- le changement climatique.

Lorsque la température de la Terre augmente d'un degré, l'atmosphère conserve sept pour cent de plus des précipitations, ce qui affecte le cycle global de l'eau. En résultent des sécheresses, des inondations et des ouragans plus intenses puisque nos écosystèmes ne se sont pas encore adaptés à ces variations dans le cycle de l'eau.

Malgré une production alimentaire qui subit des pertes, il faut reconnaître que les systèmes agricoles ont joué un rôle négatif dans le changement climatique. La cause principale étant l'utilisation à long terme d'engrais chimiques. Ceux-ci émettent des oxydes d'azote lorsqu'ils sont épandus sur les champs, ces gaz ont un effet de serre étant « 296 fois plus puissant que le CO₂ » expliqua M. Rifkin.

Une autre cause est l'augmentation de la production de céréales destinée à nourrir le bétail et non les humains. Ce changement est dû à la place de plus en plus importante que prend la viande dans l'alimentation humaine. Le nombre de têtes de bétail s'élève maintenant à 1,3 milliard et occupe 23% des terres agricoles du monde, le bétail émet du méthane ayant un pouvoir de gaz à effet de serre « 23 fois plus puissant que le CO₂ ». Bien que cela soit signalé par la FAO, cette information n'a jamais bénéficié d'une couverture médiatique appropriée.

Il a présenté au Forum trois solutions pour contrer le rôle négatif de l'agriculture sur le changement climatique. La première est de favoriser le passage de l'agriculture dépendante de pesticides et d'engrais chimiques vers l'agriculture biologique. Cependant, comme l'a expliqué M. Rifkin, en laissant les champs en jachère, sept ans sont nécessaires pour en éliminer les traces de pesticide. Il proposa alors que les subventions agricoles de l'UE soient utilisées pour inciter les agriculteurs à laisser leurs terres en jachère leur permettant ainsi de transiter vers une agriculture biologique.

Deuxièmement, les fermes doivent devenir autosuffisantes en énergie, grâce à des ressources renouvelables tels que l'énergie solaire, la géothermie et l'éolien. « Il n'y a aucune excuse » a ajouté M. Rifkin, « cette énergie a un coût marginal quasi nul ».

Troisièmement, et c'est peut-être la solution la plus difficile à atteindre, il faudrait persuader les gens de changer leur régime alimentaire. « Nous devons avoir une discussion saine concernant le besoin d'abaisser nos demandes nutritionnelles envers la chaîne alimentaire » il a souligné.

L'Europe a besoin d'apporter des modifications à son système agricole, en ligne avec les actions nécessaires pour atteindre le treizième Objectif de développement durable de l'ONU concernant la lutte contre le changement climatique. Si cela n'arrive pas, a conclu M. Rifkin, alors comment l'Europe peut-elle inviter le reste du monde à entrer dans une ère sans émissions de gaz à effet de serre?

SESSION 3

L'innovation pour l'emploi et la croissance à travers l'économie circulaire en agriculture

Des carottes, des bâtons et des coups de pouce

La réduction des déchets, un meilleur rendement et davantage d'emplois dans le secteur agricole – est-ce que tous ces défis peuvent être résolus par des efforts conséquents visant à mettre en place une économie circulaire et plus durable ? Ceci a été la question centrale de la troisième session qui, en lien avec les neuvième et douzième Objectifs du Développement Durable (ODD), avait pour thème « la création d'infrastructures et la promotion d'un modèle industriel inclusif et durable renforçant l'innovation permettant de mettre en place des schémas qui garantissent la consommation et production sur le long terme ». Malgré l'incertitude planante sur l'adoption par l'UE de mesures d'économie circulaire, les membres de l'éminent panel ont partagé leur vision de l'économie circulaire et de l'importance d'innover en Europe.

Tous les panélistes se sont accordés sur la nécessité de faire davantage d'efforts dans l'agriculture mondiale et européenne pour le recyclage des intrants et un usage raisonnable des ressources limitées. Pavan Sukhdev, le Co-fondateur de GIST Advisory qui a dirigé l'influente enquête LEEB, a ouvert la ses-

sion en prévenant que « nous ne serons peut-être pas en mesure de faire face au défi [d'une production alimentaire augmentant de 70% en 2050] sur base du modèle économique actuel ». Ce dernier a exhorté les participants du FFA à améliorer les espaces de stockage, à augmenter les initiatives de compostage et à boucler la boucle [de la réduction d'intrants]. Ces propositions sont soutenues par Martin Stuchtey, Directeur du département Durabilité et productivité des ressources de McKinsey, qui a rajouté que la réduction des déchets est une priorité d'importance égale : « 46% de tous les fruits et légumes produits sont régulièrement inutilisés et jetés », ce qui constitue un gaspillage à la fois des ressources nécessaires à leur production et à la fois des nutriments qu'ils contiennent.

Rendre l'agriculture européenne plus circulaire serait également une bonne chose pour l'économie rurale. M. Sukhdev prévoit la création de 2 millions d'emplois en Europe de par la mise en œuvre des principes de l'économie circulaire. Cependant, à l'échelle mondiale, M. Stuchtey met en garde contre le fait que « l'agriculture agite le marché du travail global ; après 2019, nous allons assister à une réduction du nombre de personnes employées par ce secteur ».

Les activités vers lesquelles ces 2,6 millions de personnes se reconvertiront n'ont pas encore été mises en évidence mais, comme M. Sukhdev l'a précisé, « il n'y a pas d'opportunités d'emplois alternatifs immédiates ou réalistes pour le milliard de fermiers ».

Des systèmes agricoles plus durables

La réutilisation des intrants tels que les produits destinés à la protection des récoltes et les engrais doivent être intégrés dans une économie circulaire et offrir une agriculture durable pour le future, puisque selon M. Stuchtey, « le modèle agricole conventionnel se base sur plus d'intrants ». Le Directeur de Syngenta, Jon Parr, a souligné que le Plan de Bonne Croissance de Syngenta contient des engagements publics, notamment celui « d'augmenter le rendement des cultures principales de 20% pour 2020, sans utiliser davantage d'eau ou d'intrants ». Selon Christopher Stopes, Président de la Fédération Internationale des Mouvements d'Agriculture Organique, l'agriculture organique « dépend déjà des cycles naturels et a adopté l'économie circulaire comme principe de base ». Celle-ci met également en évidence la valeur des systèmes de production agricole alternatifs.

Tous les panelistes ont reconnu que l'innovation est vitale d'une part pour l'économie circulaire et d'autre part pour l'emploi dans les milieux ruraux. Sensibiliser les étudiants à cette question est essentiel puisque « ceux-ci seront actifs professionnellement jusqu'après 2060, bien au-delà du monde des 9-10 milliards d'habitants » selon Johan Schnürer, Pro Vice-Chancelier à l'Université Suédoise des Sciences Agricoles. M. Parr a précisé que Syngenta travaille actuellement sur la mise en œuvre de formations à destination des fermiers actuels puisque celles-ci seront nécessaires, surtout en



Cass Sunstein, Jon Parr, Christopher Stopes, Johan Schnürer, Martin Stuchtey, Pavan Sukhdev, Stephen Sackur



Bob Young, Anne Krueger, Matthew Dempsey

ce qui concerne les petits producteurs qui, comme indiqué par Mr Sukhdev, jouent un rôle important en matière de sécurité alimentaire.

Pour atteindre ces objectifs ambitieux, le panel a mis en avant une série de stimuli, qui peuvent prendre la forme « des carottes » par le biais des fonds destinés à la recherche, de « bâtons » tels que la suppression des subsides pour les combustibles fossiles, et des « coups de pouce » via l'évaluation d'analyses des coûts-avantages. Défendant cette dernière option, Cass Sunstein, Professeur à Harvard, a averti « qu'il pourrait ne jamais y avoir assez de bénéfices pour que les entreprises se convertissent à 100% vers un modèle d'économie circulaire. »

(TTIP) pourraient être un « bazooka » pour l'emploi, la croissance et la compétitivité. John Clark, Directeur de la DG Agriculture de la Commission européenne insista sur le fait que l'agriculture était la clé de la réussite d'un accord qui donnerait un sérieux coup de pouce à l'économie de l'Europe.

Il a souligné que « si [cet accord] était fait correctement, nous allons créer un marché unique de 850 millions de consommateurs, qui représente la moitié du PIB

mondial et plus d'un tiers du commerce mondial ». Il ne considéra pas l'élimination de toutes les barrières tarifaires ou la libéralisation complète puisque ils subsistent des questions sensibles telles que les coûts de production qui sont plus élevés en Europe. Cependant des doutes persistent concernant une finalisation rapide du TTIP compte tenu de la controverse qui l'entoure et de sa complexité.

« Le TTIP ne va pas assez loin », affirma Anne Krueger, Professeur principal de recherche à l'Université John Hopkins et qui délivra le discours d'ouverture de la session. Elle a déclaré que les négociations sur le Partenariat Trans-Pacifique (TPP) sont plus avancées, ajoutant que le Congrès américain pourrait ne pas faire passer d'accord avant les prochaines élections présidentielles.

Focus sur les aspects négatifs

Mairead McGuinness, Vice-président du Parlement européen, a ajouté que le TTIP est un sujet de discordance entre les groupes politiques, principalement concernant les préoccupations sensibles que sont les normes environnementales européennes et la protection de la production locale.

Selon Mme McGuinness « l'on ne parle

SESSION 4

La compétitivité de l'Europe via les accords de commerce internationaux et la croissance agricole globale

Il n'y a pas assez d'attention portée aux opportunités des partenariats transatlantiques de commerce et d'investissement

Selon certains orateurs présents lors de cette dernière session, les négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement USA-UE



Mairead McGuinness



© FFA2015

pas assez des possibilités offertes par le TTIP » puisque l'UE se focalise principalement sur les possibles effets négatifs du TTIP. Elle ajouta aussi que le TTIP offre la chance de trouver un accord entre l'UE et les USA sur les normes, ajoutant que *« l'équivalence des normes n'équivaut pas à une diminution des exigences »*.

L'Accord de libre-échange Canada-UE (AECG) fournit *« un excellent exemple »* d'un *« accord commercial ambitieux »*, a déclaré Frédéric Sepey, Négociateur agricole en chef du Canada. Il a également critiqué l'accent mis sur les différences plutôt que les similitudes entre les deux entités, en soulignant les opinions convergentes sur la biotechnologie, qui, selon lui, pourrait contribuer à la sécurité alimentaire mondiale.

Bob Young de l'American Farm Bureau Federation, a déclaré que le secteur agricole des États-Unis soutenait les accords commerciaux. Toutefois, il a souligné les préoccupations des fermiers concernant les barrières commerciales non tarifaires, qui, une fois mise en place *« peuvent difficilement être éliminées »*. Répondant à une question sur les préoccupations concernant le développement durable dans le TTIP, il expliqua que, contrairement à l'approche européenne envers la durabilité guidée par les gouvernements, aux États-Unis

l'approche est davantage guidée par les entreprises, qui ont eu des discussions *« pragmatiques »* avec les producteurs.

Protectionnisme dans les pays émergents

Alors que d'autres industries ont accru l'intégration et réduit les barrières tarifaires, les politiques agricoles restent protectionnistes, a déclaré Mme Krueger, ajoutant qu'étant donné que les pays développés sont devenus plus riches, les agriculteurs ont reçus plus de protection. Elle pose alors la question de savoir si la même chose se produira dans les pays émergents, tels que la Chine, dont les populations consomment plus de viande et moins de céréales à mesure que leurs revenus augmentent, ce qui conduira à un changement dans la composition des produits de base de leur commerce. Si la réponse à cette question est oui, elle affirma que cela donnerait lieu à *« un changement majeur au niveau internationale et ayant des conséquences intéressantes »*.

Malgré l'échec du Cycle de négociations commerciales entre les membres de l'OMC de Doha, Mme Krueger a vanté les avantages d'un éventuel accord multilatéral du commerce mondial. Cela devrait inclure un soutien du revenu agricole qui entraînerait *« une moindre distorsion*

des prix et serait donc bénéfique pour les marchés émergents ».

L'aide au commerce

Le Professeur émérite Alan Matthews du Trinity College de Dublin déclara que les pays en développement ont bénéficié de programmes de préférences commerciales de l'UE. Toutefois, il a averti que ce n'était pas suffisant pour les pays en voie de développement les plus pauvres. Il a préconisé que les plans d'actions en plus d'intégrer des préférences commerciales impliquent des programmes *« d'aide au commerce »*.

Considérant que le commerce ne devrait pas totalement dominer la discussion, Tony Long, Directeur du bureau de politique européenne du WWF, a déclaré que les 17 objectifs de l'ONU pour le développement durable doivent rester le thème central. Citant le deuxième objectif visant à éliminer la faim, améliorer la sécurité alimentaire et l'agriculture durable, il a appelé à ce que les conférences futures soient articulées autour de la justice, de l'équité, de la distribution et de la durabilité. *« Le sujet de préoccupations ne doit pas être la croissance agricole en soi mais bien la distribution des ressources »*, a-t-il déclaré.

**FFA2015 Discours de clôture par
Janez Potočnik**

Se préparer à un avenir mondial et durable

Pour conclure le 8^{ème} FFA, son nouveau président Janez Potočnik a fourni les remarques suivantes. Nous vous les présentons dans leur totalité ci-dessous.

Les éditeurs

« Mesdames, Messieurs,

Quelle journée ! Il est difficile de tirer des conclusions rapides, mais la meilleure coïncidence a été prononcée ce matin par le Commissaire Hogan, indiquant qu'aujourd'hui serait le dernier jour des quotas laitiers. Nous avons symboliquement basculé notre débat d'une orientation intérieure vers l'extérieur et cela s'est senti durant l'ensemble de la journée.

Nous avons entendu tant d'orateurs inspirant qui ont partagé leur sagesse sur des sujets allant de comment faire participer dans la transformation positive le monde dans son entièreté, à la conception d'une nouvelle économie hybride et de comment le monde va répondre aux Objectifs de Développement Durable (ODD). Nos panélistes ont discuté de la sécurité alimentaire mondiale durable, de la protection de nos services écosystémiques, de la création d'emplois et de la croissance dans une économie nouvelle et circulaire, et de l'importance du commerce mondial pour notre bien-être. Ce

ne sont que quelques-unes des graines que nous avons semées aujourd'hui, et j'espère qu'elles vont se transformer en d'autres pensées et actions dans les années à venir.

Nous avons mis le débat d'aujourd'hui dans le contexte des ODD car nous sommes dans une transition mondiale que l'Europe ne peut aborder seule; cela requière une action globale. Avec tant de personnes partageant la même planète et une expansion des activités économiques, nous perturbons déjà sérieusement l'équilibre de la planète. Nous savons tous que nous sommes actuellement 7 milliards d'habitants, et bientôt 9 milliards; en fait, nous nous sommes habitués à cela.

Cela signifie qu'en une génération, nous allons avoir une population supplémentaire mondiale supérieure à l'ensemble de la population mondiale d'il y a 100 ans. A l'époque, nous étions seulement 1,5 milliard, et la prochaine génération verra la population croître de 2 milliards de citoyens en plus. Cela représente l'équivalent de l'Allemagne entière chaque année, ou des nouveaux Etats-Unis tous les 4 ans, ou même une nouvelle Slovénie tous les 9 jours et 6 heures. Tel est la rapidité à laquelle les choses évoluent. Sur base des hypothèses de McKinsey, 3 milliards de consommateurs vont sortir de la pauvreté et passer dans les classes moyennes d'ici 2030.

Tout cela a des conséquences, non seulement sur la nécessité de devoir nourrir tout le monde, mais aussi pour réduire le gaspillage alimentaire : si nous continuons à gaspiller un tiers de la nourriture

que nous produisons, nous gaspillons également les intrants utilisés à la production; l'eau, l'énergie, les pesticides et l'énergie humaine vont dans le néant. Ce sont des problèmes sérieux.

Il y a d'autres conséquences également; tous les secteurs économiques sont en transition- l'énergie, le logement, la mobilité et l'agriculture vont inévitablement en faire partie. Lorsqu'on parle de transition, nous devons reconnaître l'importance des mesures de motivation. Elles ne sont actuellement pas utilisées à bon escient; l'argent est à disposition mais nous devons le rediriger vers la « *nouvelle norme* ». Cela afin de pouvoir assurer aux agriculteurs que les mesures incitatives soient maintenues à l'avenir. Elles sont essentielles pour changer le monde et nous ne pouvons pas faire participer le public et les agriculteurs sans elles. Ceci doit être compris afin que les bonnes raisons permettent le maintien des subventions.

L'année prochaine, les accords mondiaux sur les ODD seront déjà signés. Aujourd'hui, nous avons contribué à leur conception à travers nos débats. Lors du prochain FFA, nous devons nous demander si nous sommes prêts, si nous sommes à la hauteur des tâches qui nous attendent, si tout va dans le bon sens pour le développement mondial commun.

C'est dans cet esprit que je tiens à remercier tous ceux qui sont venus au Forum aujourd'hui. J'espère que vous serez parmi nous l'année prochaine.»



Terres agricoles, aujourd'hui.

La société Agriland a organisé le 30 mars dernier une conférence dédiée aux gestionnaires et propriétaires agricoles afin de débattre de la question des terres agricoles. L'événement était proposé dans le cadre du Forum for the Future of Agriculture avec le support de ELO, YARA et Wildlife Estates.

Martin de Cock de Rameyen, *Managing Director Agriland* a introduit les sujets des débats et a attiré l'attention des quelques 200 participants sur des pistes de réflexion valables pour tout exploitant et gestionnaire agricole. Il a insisté sur la responsabilité en matière de durabilité dans le contexte environnemental, comme par exemple : comment mieux utiliser les engrais et la mécanisation, et comment maintenir l'équilibre entre biodiversité et terres agricoles.

Le débat s'est poursuivi par le discours de Thierry de l'Escaille, Secrétaire général d'ELO qui a souligné une fois de plus les défis identifiés de nos jours par ELO à travers les huit éditions du FFA, y compris l'explosion démographique, l'urbanisation, le besoin d'accéder à l'eau et à la nourriture. Si, comme précisé par la FAO d'ici 2050 on disposera de 1m² pour se nourrir par habitant alors il faut impérativement être plus raisonnables et plus « durables » dans nos choix, mais cela tout en étant viables économiquement. Le rôle de l'Europe reste à redéfinir compte tenu de la question de l'intensification durable et des problèmes actuels y liés tels la législation en place; et des questions environnementales au niveau global tels la concurrence entre la production des aliments, des denrées et des biocarburants. Ceci ne restant pas sans effets sur les prix des terres agricoles ou les questions des droits de propriétés.



M et Mme Speeckaert, Konstantin Kostopoulos

Nicolas Pollet, *BU Manager Continental Europe YARA*, a rappelé que son entreprise norvégienne produisant plus de 7 millions de tonnes d'engrais par an a créé le premier engrais minéral au monde. Elle poursuit cette voie d'innovation afin de réaliser au quotidien le concept de « produire plus avec moins », car l'explosion démographique sera une tendance encore plus accentuée à l'avenir. Pour cela il faut des solutions au quotidien, telle que l'agriculture de précision ou proposée en partenariat avec les fermiers p.ex. Ternoveo (augmentation du taux de protéines dans le blé) ou Nutriplan (logiciel de plan de fumure).

Cette vision où la connaissance est un savoir primordial qui doit être réalisé ensemble avec les agriculteurs, a été reprise par Richard Markwell, *Massey Ferguson* et Président de CEMA - Comité Européen des Constructeurs du Machinisme Agricole. Rappelant que la Commission Européenne a reconnu la machinerie comme le secteur le plus innovant, il a souligné que la clé du succès était les « 4B » : agir de la bonne manière au bon moment avec la bonne quantité et au bon endroit. Ceci reste un moteur exceptionnel pour encourager la recherche afin de faire face au défi clé actuel : produire plus efficacement en respectant l'environnement et les ressources naturelles.

Ceci a trouvé écho chez André Fougeroux, *Stewardship Biodiversité Syngenta*, qui a souligné que sans les produits de protections des plantes nous aurions 30% de production en moins. Il a présenté le

réseau Agéris, mis en place en France (y compris hors Hexagone), comme un parfait outil pour préserver la biodiversité tout en assurant l'aspect financier de l'exploitation. Il reste à débattre la question des indicateurs de résultats.

Tous les participants ont soutenu les conclusions des débats, comme proposé par Agriland, qu'un alliage de la vision sociale, financière et environnementale permettra de garder les pieds sur terre et de garantir un succès liant la vision à l'action.

Quatre Labels Wildlife Estates remis en Belgique!

Lors de la conférence Agriland, quatre domaines wallons ont reçu le *Label Wildlife Estates*. La remise de ces Labels récompense les efforts remarquables réalisés par les gestionnaires afin de renforcer la biodiversité sur leurs propriétés. Ces gestionnaires ont adopté des mesures durables telles que la plantation de haies en bord de champs et la gestion mixte des forêts. Pendant la cérémonie, Patrick Miel, le responsable du Label WE en Wallonie, a présenté les buts et bénéfices que le Label permet d'atteindre. La force de celui-ci est de promouvoir un modèle de gestion des campagnes qui soit durable d'un point de vue économique et environnemental.

Pour plus d'informations, veuillez consulter le site internet www.wildlife-estates.eu.

Vous êtes propriétaire de terres agricoles et vous cherchez une formule efficace et rentable pour la gestion de votre bien: l'équipe d'Agriland se met à votre disposition.

L'objectif d'Agriland est d'assurer une optimisation financière en toute transparence et de renforcer le lien que vous avez avec votre terre. Nous vous informons sur les évolutions en matière d'agriculture, rencontrons les institutions publiques, encourageons l'emploi local et soutenons le verdissement par une gestion respectueuse de l'environnement.

Plus d'infos sur www.agriland.be

SA Agriland | Avenue Pasteur 21 - 1300 Wavre | tél. +32 10 222 800 | fax +32 10 222 900 | e-mail: agriland@skynet.be



Jon Parr, Winfried Blum, Stuart Cath, Fiona Cath, Claudia Olazabal, Thierry de l'Escaille, Julianna Nagy

La ferme “West Woodhay” gagne à l’unanimité le prix 2015 pour la bonne gestion du sol.

European Landowners' Organization - ELO sous les auspices de la Commission Européenne (DG Environnement et le Joint Research Centre), en association avec l'Université de Ljubljana, l'Université BOKU et Syngenta International, a remis une fois de plus le prix du « Land and Soil Management » pendant le dîner de gala du 8ème « Forum for the Future of Agriculture ».

Le prix a été attribué à M. Stuart Cath, qui a exprimé sa gratitude pour la reconnaissance européenne du projet « Soil Regeneration at West Woodhay Farms » (fr. Régénération du sol à la ferme West Woodhay). La ferme est une exploitation anglaise traditionnelle à la frontière du Hampshire et Berkshire, située dans la partie sud de l'Angleterre. Elle est composée de 830ha, avec le défi de travailler des parcelles situées à 250m au-dessus du niveau de la mer, dont 520ha sont des terres arables. Les âcres restant se composent de forêts et de prairies permanentes.

Pour ce projet la ferme West Woodhay a exploré les possibilités du développement de ses pratiques agricoles des cultures arables vers un business plus durable et profitable, ainsi que l'amélioration et le maintien de l'environnement naturel et l'amélioration du sol pour les générations à venir. Ceci a été atteint en passant du système de plein labourage à celui sans labour, changeant la rotation des cultures de celui des cultures d'hiver à celui du semis printanier et système de jachères, en changeant la flotte de la machinerie agricole et avec

l'engagement d'investir pour la rentabilité au long terme.

La ferme West Woodhay pense que ceci est une approche bien conçue, durable et profitable : laisser le sol afin que son état s'améliore pour les générations à venir. De plus, ceci fournit un modèle de bonnes pratiques que les voisins proches et lointains peuvent suivre.

Le prix du « Land and Soil Management » encourage les nouveaux concepts pour la protection du sol et des terres; et leur mises en œuvre sur le terrain. Il vise à accroître la prise de conscience de l'importance des fonctions du sol. Le prix récompense des initiatives privées pour une gestion durable des sols, en particulier conforme à la Stratégie thématique européenne pour la protection des sols.

Le jury est composé de Claudia Olazabal, Chef d'unité, Agriculture, forêts et sols; Franck Lobnik, Université de Ljubljana, Faculté de biotechnologie; Luca Montanarella, Commission Européenne- Centre commun de recherche; Marie-Cecile Lebas, Directeur, Affaires publiques, Syngenta France; Thierry de

l'Escaille, Secrétaire Général d'ELO et du Prof. Winfried Blum, Président du jury, Université BOKU de Vienne.

Pour toutes informations additionnelles, ainsi que l'ouverture des candidatures pour l'année prochaine, veuillez consulter notre site : www.elo.org

Telemak®
webcast
streaming
video services

Contact:
Emmanuel De Groef
Tel: +32 2 709 10 50
manu.de.groef@telemak.com
www.telemak.com

AGRICULTURE AND ADVANCED TECHNOLOGY.

Tractors, combine harvesters, telescopic handlers, implements.



DEUTZ-FAHR, the strength to always look to the future.

DEUTZ-FAHR always designs its products by carefully considering tomorrow's challenges. This view allows the manufacturer to offer a full line range with contemporary style, high levels of comfort, modern powerful engines and forward thinking features. Combined with advanced precision farming systems and low operating costs, the result is to make DEUTZ-FAHR the perfect partner to increase the profitability of your business. This philosophy has led DEUTZ-FAHR to develop a new production site that will provide high safety standards, efficiency, respect for the environment, test drive area, large training facilities, museum, showroom and much more: welcome to DEUTZ-FAHR LAND.

The use of original lubricants and coolants is recommended.



DEUTZ-FAHR is a brand of  SAME DEUTZ-FAHR
deutz-fahr.com



L'équipe éditoriale voudrait tout spécialement remercier l'équipe d'Europolitics pour leur contribution pour préparer cette édition spéciale du Countryside magazine dédiée au 8ème FFA.

Agenda

1 mai - 31 octobre, Expo Milano 2015

Nourrir la planète, énergie pour la vie
<http://www.expo2015.org/en/learn-more>

21 - 24 mai, Newmarket, Royaume-Uni

18^{ème} Assemblée générale des FCS
www.friendsofthecountryside.org

2 juin, Bruxelles

Conférence de haut niveau sur les grands carnivores
www.ec.europa.eu/environment/nature/conservation/species/carnivores/index_en.htm

3 juin, Bruxelles

Séminaire européen du projet HERCULES
www.hercules-landscapes.eu

3 - 5 juin, Bruxelles

Semaine verte 2015: Nature- notre sante, notre richesse
www.greenweek2015.eu/

16 - 17 juin, Luxembourg

Assemblée générale d'ELO
www.elo.org

22 juin, EXPO Milan, Pavillon de l'UE ; événement en anglais unique-ment

Comment les emplois et le revenu générés à travers des activités rurales et culturelles peuvent aider à soutenir l'environnement; conférence co-organisé par la Fondation RISE

www.risefoundation.eu

1 juillet, Pologne

Groupe de travail du Wildlife Estates
www.wildlife-estates.eu

14 - 16 septembre, Espagne

Session plénière du WE
<http://www.wildlife-estates.eu/>

1 - 4 octobre, Bruxelles, Gand

Assemblée générale d'EHHA
<http://www.europeanhistorichouses.eu/>



Countryside
 is a publication of the ELO
 in English and French

Publisher : Thierry de l'Escaille
Chief editor : Emmanuelle Mikosz
Text editor : Robert de Graeff

Rue de Trèves, 67 - B - 1040 Bruxelles
 Tel. : 00 32 (0)2 234 30 00
 Fax : 00 32 (0)2 234 30 09

countryside@elo.org
 Internet Site : www.elo.org
 5 Euros

EXPO MILANO 2015
 FEEDING THE PLANET
 ENERGY FOR LIFE

Official Participant

Monday, June 22, 2015
 10:00am-3:15pm
 EU Pavillon - Milan

Conference for Europe's multi purpose countryside
 How jobs and income generated through rural recreational and cultural activities can help support the environment.

One of the greatest challenges of our time is to incentivise the more careful management of our biodiversity and the ecosystems it provides, especially in areas where there is limited capacity for profitable farming. This conference will exemplify the environmental care role of rural land managers in both the intensive food producing areas as well as the more marginal remote regions. Examples will demonstrate how jobs and incomes can be generated through rural tourism and recreation and developing heritage and cultural foods, thereby providing support for rural communities, the environment and illustrating the multi-purpose of the countryside.

For more information visit:
www.risefoundation.eu

syngenta

Syngenta
Brussels Office

Avenue Louise, 489 - B - 1050 Brussels
 Tel : +32.2.642 2727 - Fax : +32.2.642 2720